

le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE
(Programme Communiste)**

OCTOBRE 1964 — 2^e Année — N° 14

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.
Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB
Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

LEUR "SOCIALISME" :

FRONTIÈRES NATIONALES ET ÉCONOMIE DE MARCHÉ

A en croire les dirigeants de Moscou et de Pékin, le conflit sino-russe ne serait qu'un accident en marge de la « construction du socialisme ». Pour les uns, le mal s'arrêterait aux frontières de la Chine. Pour les autres, il serait circonscrit entre les quatre murs de Kremmlin. Et tous se figurent qu'il suffirait de chasser la brebis galeuse du troupeau pour que celui-ci reprenne sans encombre sa marche vers les cimes. Seulement voilà : ce troupeau démocratique n'arrive pas à se mettre d'accord sur ceux qu'il faut exclure, ni même sur la nécessité d'une amputation. Cette dernière opinion est le plus clair du "testament" de Togliatti.

On comprendra que les vieux meurent de congestion cérébrale. Tout le "système socialiste" est pris par la gangrène : revendications territoriales, intérêts économiques divergents non seulement en Chine, mais dans d'autres pays du "bloc" (Roumanie, Pologne, etc). Que reste-t-il en fin de compte du "camp socialiste" que Staline a taillé dans la chair du prolétariat mondial et dans le feu de la guerre impérialiste ? A quoi pouvait servir la prétendue "construction du socialisme en U.R.S.S." si chaque pays doit isolément, comme la Chine, parcourir le cycle sanglant de l'accumulation capitaliste subie par le prolétariat russe, en attendant qu'un Khrouchtchev vienne annoncer au monde que le "socialisme" est réalisé entre telles et telles frontières nationales et qu'il n'y a plus qu'à "passer au communisme" à travers le profit d'entreprise, les prix de marché et l'intéressement des travailleurs à la production ?

« Les soldats mongols montent la garde aux frontières de la communauté socialiste ». Voici ce qu'écrivait récemment la revue des généraux russes tranchant tous les débats "idéologiques". Pour ces messieurs, la Chine n'est donc plus un pays "socialiste", un pays "frère", même pas un frère ennemi ; elle est l'ennemi. Mais pourquoi feindre alors l'indignation "socialiste" devant le nationalisme chinois et les revendications territoriales exprimées par Mao aux socialistes japonais en visite à Pékin ? La Pravda du 2 septembre s'étonne dans sa réponse à Mao qu'un manuel d'histoire publié à Pékin en 1954 ait inclus dans la carte de Chi-

ne : Birmanie, Vietnam, Thaïlande, Malaisie, Népal, l'Extrême-Orient soviétique et à l'Ouest une partie de la Kirghizie, du Tadjikistan et du Kazakhstan. Qui niait à l'époque que la Chine fût un modèle de "socialisme" ? Qui dénonçait alors ce chauvinisme de grande puissance ?

Si Mao fonde ses droits territoriaux sur les cartes de la Chine impériale, il serait facile de montrer que Moscou tient ses possessions en Extrême-Orient de l'impérialisme tsariste continué par Staline dans la deuxième guerre mondiale. Voici ce que fut en substance l'accord signé à Yalta par les "Trois Grands" :

« Deux à trois mois après que l'Allemagne se sera rendue et qu'aurait pris fin les hostilités en Europe, l'U.R.S.S. entrera en guerre contre le Japon aux côtés des alliés, à condition :
1) que le statu quo soit maintenu en Mongolie Extérieure ;
2) que les droits antérieurs de la Russie, violés par la traitre-

se attaque japonaise de 1904, soient restaurés... ». Suivait la liste de ces "droits" : Sakhaline, Daïren, Port-Arthur. Le chemin de fer de Mandchourie et les îles Kouriles. Moyennant quoi, disait Staline, « l'U.R.S.S. se déclare disposée à conclure avec le gouvernement national de la Chine (c'est-à-dire avec Tchang Kai-chek contre lequel Mao avait engagé la lutte), un pacte d'amitié et d'alliance en vue de prêter à la Chine l'appui de ses forces armées pour la libérer du joug japonais ».

Tel fut le résultat de la guerre "antifasciste" : Staline vengeant les défaites du Tsar en pleine amitié et alliance avec Roosevelt, Churchill et Tchang Kai-chek, sur le dos de la révolution chinoise.

Aujourd'hui, la Chine revendique la Mongolie ; elle reconnaît au Japon des "droits" sur Sakhaline et sur les Kouriles appartenant à l'U.R.S.S. Mao rend ainsi à la Sainte Russie la monnaie de sa pièce. Mais que

(Suite en page 3)

Division des classes unité du prolétariat

Nous reproduisons ci-dessous le texte d'un tract diffusé à Paris par nos militants :

Il est arrivé plusieurs fois que nos militants qui vendent le Prolétaire aux portes des usines soient pris à partie par les bonzes du P.C.F. ou de la C.G.T. Et l'une des injures qu'on se plaît le plus à nous lancer à la figure est celle de "diviseurs". Eh bien ! dans un sens, c'est vrai : nous sommes des "diviseurs" ! De toutes nos forces, nous cherchons à diviser ce que la bourgeoisie et ses laquais s'efforcent d'unir : les capitalistes et les prolétaires.

On comprend la rage de ces messieurs, lorsque notre voix vient semer la division dans cette belle Union Sacrée national-socialiste, lorsque la voix du Communisme vient rappeler aux prolétaires que leurs intérêts de classe sont radicalement opposés à ceux du Capital. Car cette division entre les classes que nous revendiquons est la réalité même de la société capitaliste. Toute la propagande de la bourgeoisie et de ses valets vise précisément à cacher cette réalité sous les belles paroles et promesses de "l'intérêt commun". Et notre tâche à nous, Communistes, c'est précisément d'arracher ce masque hypo-

crité d'Union, de montrer aux ouvriers que le développement de "leur" économie nationale ne peut être obtenu que par leur exploitation accrue, qu'il n'existe pas de "bon" capitalisme à préférer à un mauvais, mais que le capital, quel qu'il soit, ne vit et ne prospère qu'au détriment du prolétariat.

La conscience de cet antagonisme fondamental, les ouvriers l'ont perdue avec la défaite de la poussée révolutionnaire de l'autre après guerre et l'effroyable pourriture des partis soi-disant communistes qui a suivi. Aider le prolétariat à retrouver à travers ses luttes quotidiennes et contre l'ignoble propagande de l'Union Sacrée cette conscience de l'opposition des classes est bien la tâche primordiale d'un Parti vraiment communiste. Mais cette division entre les classes que nous revendiquons, c'est en même temps la constitution de l'unité de classe du prolétariat. Car le mot de "diviseurs" retombe lourdement sur ceux qui nous le lancent, si on regarde ce qu'ils font du prolétariat. Une fois qu'ils lui ont dénié toute autonomie de classe et l'ont rendu solidaire du capitalisme, c'est tout normalement qu'ils le divisent suivant la division

(Suite en page 4)

La leçon des licenciements

DURANT ces derniers mois, dans certains secteurs de la production, les difficultés se précèdent, le spectre de la crise a fait son apparition. Après les mines, la Construction navale et l'Automobile. Après les Charbonnages du Nord, la Renault de la région parisienne ; après les chantiers de Saint-Nazaire, ceux de La Seyne. Dans ce dernier cas, c'est plusieurs centaines d'ouvriers qui sont menacés de perdre leur travail. Nous ne retracerons pas ici le "film des événements". Nous en connaissons d'avance le scénario : arrêts de travail, délégation, défilé dans la ville, rendez-vous avec M. le Maire et M. le Préfet, le tout, comme il se doit, dans "l'ordre, la dignité" et l'isolement de la catégorie touchée.

Nous ne sommes pas des charlatans. Nous ne disons pas aux malheureuses victimes des lois de fer de l'économie capitaliste : faites ceci ou faites cela et vous serez sauvés. Tout juste leur affirmons-nous que si la solidarité des Fédérations de la Métallurgie était réelle et combative, si les dirigeants syndicaux étaient pour la lutte de classe, si, moralement et matériellement, ils avaient armé les ouvriers — et pas seulement ceux de La Seyne — contre ce risque inséparable de la production capitaliste, si leurs collègues des autres corporations daignaient appeler leurs adhérents à des mouvements d'ensemble contre le patronat, ils pourraient alors espérer des contre-parties moins dérisoires que celles qui leur sont réservées. Mais dire que, d'une façon ou d'une autre, on peut "conjuror" la déchéance qui les menace, la dévalorisation de la force de travail — si ce n'est le pur et simple chômage — qui, pour le moins, les attend, nous ne pouvons pas le faire. En régime capitaliste on ne conjure ni les conséquences catastrophiques du progrès technique, ni celle de la concurrence. On peut seulement, chaque fois qu'elles se manifestent, tirer une leçon. Mais une leçon fondamentale, une leçon que tout salarié ne devrait jamais oublier ; surtout dans l'actuelle période de trompeuse "prospérité" où beaucoup jouissent d'un emploi stable et, quelquefois, d'un salaire pas trop déshonorant. Cette leçon c'est la nécessité d'abattre le capi-

Ici le lecteur hausse les épaules : « à quoi bon se bercer de chimères, quoiqu'il arrive à une catégorie ouvrière, les autres ne bougent plus... » Répétons que, n'étant pas des charlatans, nous n'avons pas la prétention, avec nos quatre feuilles jetées au vent, de faire sortir, par un miracle, la classe ouvrière de l'état de division et d'impuissance auquel on l'a réduite. Nous voulons simplement, à l'occasion d'une nouvelle défaite, celle qui frappe aujourd'hui les prolétaires de La Seyne, après avoir touché hier ceux de St-Nazaire, inciter les autres ouvriers, ceux des secteurs qui ne sont pas encore affectés par les prémices de la crise économique, à réfléchir à cette expérience. D'un côté le capitalisme, grâce au progrès technique, "courtrompt" les salariés ; de l'autre, il frappe, presque dans l'ombre, ceux que ce même progrès élimine et les abandonne à leur misère. A l'aide de sa monstrueuse machine productive, il met sur le marché le "bien-être" à la "portée de tous", le vend à crédit et en profite pour extorquer à ses esclaves une masse d'heures supplémentaires qu'en d'autres temps ils auraient repoussées avec horreur. L'ouvrier est irrésistiblement pris dans un mécanisme infernal. Il ne peut plus faire de vraies grèves sous peine de ne plus pouvoir payer les traites de ses achats à crédit. Il n'a plus le temps ni l'envie de s'intéresser au sort de ses frères des autres corporations : abruti comme une bête de somme par les semaines de travail de 60 heures qu'exige l'entretien de son nouveau "confort", il n'aspire qu'à jouir, à la façon des bourgeois, des quelques heures de liberté que lui laisse cette existence de forcené. C'est le progrès, lui dit-on de tous côtés. C'est le résultat de nos grandes conquêtes syndicales, lui répètent ses propres dirigeants : « Il faut faire encore d'autres conquêtes de ce genre. Il faut que chacun perfectionne sa qualification pour gagner plus » (et aggraver la concurrence entre ouvriers). « Il faut obtenir la quatrième semaine de congé » (qu'on se paiera en trimanant davantage toute l'année). C'est cela l'avenir. C'est cela la voie nationale et démocratique du socialisme !

(Suite en page 4.)

A chacun... son "Socialisme" !

Le modèle russe...

Dans les colonnes de *La Pravda* du 10 juillet, L. Leontiev se lance courageusement à la défense du « socialisme russe » traitreusement attaqué par deux organes de la haute finance, le *Wall Street Journal* américain et le *Die Welt* allemand. Nous croyons que la savoureuse prose de M. Leontiev mérite une longue citation :

« Le *Wall Street Journal* dit que « ces derniers temps les pays du bloc soviétique ont toujours plus recours aux remèdes capitalistes pour soigner les maux inhérents au système économique socialiste. Ils adaptent la production à l'offre et à la demande, ils veillent à ce que les investissements rapportent un revenu et s'efforcent même d'obtenir des profits ». *Die Welt* affirme que dans les pays socialistes « on opère partout avec des catégories capitalistes comme le profit, la circulation, l'abaissement des frais de production et l'élevation de la rentabilité ». Voulez-vous des preuves ? En voilà : dans les pays du socialisme on reconnaît : 1) La rentabilité et le profit ; 2) L'intéressement matériel pour stimuler l'amélioration de la production et l'élevation de la productivité ; 3) La dépendance des prix à l'égard des frais de production et du rapport de l'offre et de la demande ; 4) La recherche de l'efficacité des investissements ; 5) La nécessité d'une élévation constante du bien-être du peuple et le respect dans ce but des proportions nécessaires dans la production sociale. Tels sont les raisonnements des « connaisseurs » bourgeois de l'économie socialiste. A les en croire, logiquement, il faudrait reconnaître que l'économie marxiste exige : 1) Une production à perte ; 2) Un salaire égal pour le travailleur consciencieux et pour le fainéant ; L'établissement arbitraire des prix en ignorant les conditions de production et de consommation ; 4) Une politique déraisonnable d'investissements ; 5) Le mépris des intérêts et des besoins de la population, le refus d'élever le niveau de vie. Avec une effronterie inaccoutumée même pour la propagande bourgeoise, les mystificateurs appuient leurs élucubrations sur... Marx et Lénine ! En vérité, comme dit le poète :

« Le diable peut citer
Les Saintes Ecritures ».

Lorsqu'on a lu attentivement ce morceau d'anthologie, une conclusion s'impose immédiatement à l'esprit : quand *Wall Street Journal* et *Die Welt* parlent de capitalisme, eh bien ! on peut leur faire confiance les yeux fermés, ils connaissent parfaitement leur affaire ; la meilleure preuve c'est qu'il ont flairé, derrière la fumée propagandiste du « socialisme russe », les solides réalités du capitalisme russe. Ce qui est plus surprenant, c'est que ces journaux de la haute bourgeoisie se paient le luxe de citer Marx et Lénine, mais puisque *La Pravda* elle-même l'affirme, il n'en faut plus douter... Par un jeu de contrastes, il saute également aux yeux que le rédacteur de *La Pravda*, lui, ne connaît ni le capitalisme, ni à plus forte raison les écrits de Marx et de Lénine ; sa culture politique, de toute évidence, se borne à la connaissance... des poètes. Nous le soupçonnons même fortement de s'être laissé tourner la tête par quelque vieux grimoire d'alchimiste : n'essaiet-il pas tout simplement de réaliser (dans le domaine purement littéraire s'entend), la transmutation du capitalisme en socialisme ou, pour parler plus simplement, de nous faire prendre des vessies pour des lanternes ?

Il ne conteste en effet aucune des affirmations des deux journaux financiers ; sa méthode est d'une merveilleuse simplicité : il avoue bonnement que tout cela existe bien en Russie, mais c'est pour ajouter triomphalement que,

de ce côté-là de l'ex-réseau de fer, eh bien ! ça porte le nom de « socialisme ». Jusque-là, M. Leontiev prêterait plutôt à rire ; il devient parfaitement écoeurant lorsque, inventant des « citations » au fur et à mesure de ses besoins, il veut prouver l'orthodoxie marxiste du « socialisme russe »

Non, M. Leontiev, les maîtres du socialisme scientifique n'ont point parlé à propos du socialisme de « rentabilité », de « profit » ou de « perte » ; tous ces termes appartiennent en propre, comme les réalités qu'ils désignent, à un système économique fondé sur le capital et dont le but n'est autre que son accroissement continu grâce aux profits réalisés dans les entreprises rentables. Non, le socialisme ce n'est ni une hiérarchie savamment dosée des salaires, ni leur nivellement spartiate. Le socialisme c'est précisément l'abolition du salaire, car le salariat, c'est-à-dire la réduction de l'homme à l'état de marchandise, c'est précisément le rapport fondamental de l'économie bourgeoise. Quant à la distinction entre « travailleur fainéant » et « travailleur consciencieux » qui pue à cent lieues le phillistin moralisateur, il y a belle lurette que les bourgeois d'Occident ont inventé eux aussi toute une série de primes pour « récompenser » le « bon ouvrier » consciencieux, assidu, do-

cile et qui sait éviter de faire grève. Non, il ne saurait être question de juste prix ou de prix arbitraire dans la société socialiste, pour la bonne raison que cette société — si du moins on en croit Marx et non Leontiev — se distinguera précisément du capitalisme par l'abolition de l'économie de marché.

Mais on trouve aussi le souci des intérêts et des besoins de la population dans le « socialisme » de M. Leontiev. Vieille rengaine ! Où a-t-on jamais entendu un porte-parole de la classe dominante déclarer cyniquement quels sont les buts et les moyens qu'elle emploie pour les atteindre ? A l'en croire, la classe bourgeoise est l'incarnation même de la générosité sociale et elle est toujours prête à tous les sacrifices pour le peuple et son bonheur ou pour la patrie et sa grandeur : Mais derrière ces belles paroles, il n'y a que l'arriérisme effrené des avocats du capital dont le rôle est d'endormir le peuple pour qu'il travaille consciencieusement afin que la production soit rentable, permette de réaliser de beaux profits que l'on investira en tenant compte de l'offre et de la demande !

Vraiment, en défendant son « socialisme », M. Leontiev ne pouvait nous donner meilleure description du capitalisme russe !

...La "Voie Allemande"...

C'est avec un plaisir non dissimulé que *Le Monde* du 30-31 août écrivait : « Mme Christa Wolf, candidate du Comité central du C.E.D. (Parti Socialiste Unifié d'Allemagne de l'Est) et écrivain, parlait récemment devant des étudiants de Berlin-Ouest. Le héros de son livre, disait-elle, un jeune ingénieur, ne prendrait plus, s'il le pouvait, le chemin de l'exil en République fédérale comme il le fit au printemps 1961. Il resterait en République démocratique allemande. Parce qu'un événement qui remplit chaque page de la presse Est-Allemande a changé l'avenir du pays : la mise en route du nouveau système de planification et de direction de l'économie nationale ».

Le grand quotidien bourgeois a tout à fait raison : le Mur de Berlin sépare désormais deux frères jumeaux. Un peu par contre-coup de l'évolution soviétique (Khrouchtchevisme, doctrines des économistes de Kiev), un peu — inutile de le dire — par vocation... nationale, les chefs suprêmes de l'Allemagne « socialiste » ont en fait emprunté la voie d'une organisation économique qui ne se distingue plus de celle de l'Allemagne de l'Ouest que par la marque de fabrique. C'est un système devant la « logique » duquel, comme dit *Le Monde*, « tout directeur, tout ingénieur, tout ouvrier doté de bon sens ne peut que s'incliner » car, abandonnant toute prétention à la planification autoritaire et centrale, il transfère les leviers de commandes à la « périphérie », c'est-à-dire à l'entreprise, à l'unité locale de production qui devient du coup le temple sacré du « socialisme » dernier cri, et à l'intérieur de celle-ci, il confie les décisions économiques et les fameux « choix » à un facteur unique, les stimulants matériels, dernière drogue de l'homme moderne.

Evidemment ces stimulants, destinés à remplacer l'intervention autoritaire du pouvoir politique central et de la société en général par la « spontanéité économique » (étrange spontanéité qui doit

être stimulée par l'appât du gain), seront réservés surtout aux managers, aux directeurs d'entreprise : mais voyez quelle générosité, le nouveau système « fait confiance... aux travailleurs aussi. Par des stimulants matériels — des primes fixes non plus d'après les quantités produites mais d'après la qualité des produits comparée au « niveau mondial » (donc la « spontanéité... socialiste épouse les caprices du marché mondial) — dont dépend leur niveau de vie, la durée de leurs congés, on aiguillonne leur initiative créatrice ». Ainsi le culte de l'entreprise, le productivisme, l'individualisme, le « laisser faire » bourgeois et toutes les catégories qui leur font cortège. (en Russie les Libermans sont partis des « stimulants » et de l'« autonomie de l'entreprise » pour en arriver à la célébration du profit, de l'intérêt et si tout va bien de la rente) rentrent donc triomphalement par la fenêtre du... Mur de Berlin !

Ce n'est pas tout. La liberté que l'on octroie aux « forces spontanées de l'économie », de même qu'elle élimine l'intervention centrale de l'Etat, rend inutile de la même façon le fameux contrôle ouvrier « de la base » : ce contrôle, bien ou mal, avait quelque chose de « politique » et en Allemagne de l'Est on fait seulement de l'économie ! C'est pourquoi « les commissions permanentes à la production, formées surtout de représentants syndicaux, ont dû être supprimées, car les directeurs ne prenaient jamais leur avis. On vient de créer des comités de production élus par le personnel » qui, pensons-nous contrairement au *Monde* qui y voit un prolongement du parti, devront exprimer la nouvelle mentalité, les nouvelles exigences, le nouvel « Esprit », des producteurs stimulés par les lois spontanées du marché, leur vocation de stakhanovistes au nom de la production nationale et des primes de rendement.

Une nouvelle « voie nationale » ? Non, la vieille voie capitaliste, la même pour tous les pays.

...et le dernier né Tunisien

Depuis que Hitler jugea bon de qualifier de « socialiste » son nationalisme exacerbé et que Mussolini, sur le tard, l'imita en appelant « sociale » sa république ; depuis que Staline prétendit construire le « socialisme dans un seul pays » au moment même où il développait le capitalisme russe ; depuis lors, il n'est pas un seul gouvernement d'un Etat jeune et ambitieux qui n'ait adopté le même emblème, dans les pays ex-colonisés surtout, en commençant par l'Egypte de Nasser et en finissant par l'Algérie de Ben Bella.

Un bourgeois pur sang comme Bourguiba pouvait-il ne pas suivre l'exemple ? « *Le Monde* » des 5, 6 et 7 août semble prendre tout à fait au sérieux son « socialisme » (« tunisien » et « destourien » évidemment). Mais ce même journal rappelle par ailleurs que Bourguiba a commencé à parler de socialisme en 1961 lorsque « les difficultés économiques après l'indépendance risquaient d'entraîner des tensions sociales graves » ; il note également que le président s'est exclamé : « Les masses déshéritées, toujours plus nombreuses risquent un jour, dans un avenir lointain, de mettre en péril l'existence même de l'Etat... Il faut couper l'herbe sous le pied des communistes », et il cite enfin cette phrase de Bourguiba, caractéristique du charlatan habile à tromper les masses ignorantes et crédules qu'il est effectivement : « Si le chemin qui doit nous mener au développement est le chemin du socialisme ou même du collectivisme, eh bien ! je n'y vois pas d'inconvénients ! » comme si le socialisme était un médicament que l'on peut prendre à sa « convenance » et sans qu'il en coûte autre chose qu'un ou kase présidentiel ! Tout cela suffit évidemment à laisser entendre que le « socialisme destourien » n'est pas autre chose que l'intervention de l'Etat dans l'économie en vue de promouvoir et d'accélérer l'accumulation du capital et la modernisation des structures économiques.

Mais voyons un peu en quoi consiste ce « socialisme » que l'on prend tellement au sérieux. En mars 1962 le Conseil national du parti Néo-destour le codifie ainsi : « Justice sociale, répartition équitable des revenus, relèvement du niveau des masses, limitation de la liberté économique chaque fois qu'elle se heurte à l'intérêt national, rejet de la lutte des classes ». Vraiment magnifique ! Un socialisme qui part de la négation de la lutte des classes et s'identifie pour le reste à la définition bourgeoise classique des limites de la liberté économique et à la définition bourgeoise-corporatiste de la « justice sociale » ! Quoi qu'il en soit, une année passe et les résistances de commerçants rétifs et de clercs peu convaincus des vertus de la planification centrale induisent le même Conseil National du Néo-destour à donner une définition plus particulière du socialisme. En mars 1963 il décrète que le socialisme « tunisien » sera constitué par un réseau de coopératives groupées par régions et par sections ! Cette formule, que le prochain Conseil national rendra peut être plus explicite, peut-elle nous étonner ? Staline, déjà, n'appela-t-il pas « collectivisation » la formation des kolkhozes ? et que sont les kolkhozes sinon une variété des coopératives agricoles de production ?

Mais que sont au juste les coopératives formées jusqu'ici ? Il s'agit, nous dit-on, d'un ensemble d'« unités » dont chacune regroupe un certain nombre de parcelles privées autour d'un noyau domanial qui diffusera les techniques modernes afin de faire évoluer le secteur archaï-

que vers une forme d'exploitation collective et mécanisée... Le coopérateur, rémunéré, gagne actuellement 10 dinars par mois. Il doit travailler lui-même, toute l'année, à la mise en valeur collective des terres. Une fois tranché le montant des prêts et des investissements locaux, le bénéfice net se répartit ainsi : 25 p. 100 en primes de rendement, 75 p. 100 distribués au prorata des apports fonciers. L'Etat... assure une aide financière et accorde des prêts à long-et moyen terme. Il impose, aux côtés des dirigeants élus par les coopérateurs, la présence et le contrôle de ses cadres spécialisés... Il assure aussi les services sociaux ». Et voilà tout : le paysan demeure un petit-propriétaire, il participe à l'effort collectif et en retire un profit correspondant à l'étendue de sa propriété, il bénéficie de l'assistance de l'Etat et... il construit ainsi le « socialisme tunisien » que « *Le Monde* » prend au sérieux tout en observant qu'il « maintient et renforce le droit de propriété, rémunère le capital plus que le travail, regroupe des adhérents de conditions sociales différentes ». En fait, ce qui semble rendre « socialiste » ce capitalisme de la plus belle eau, c'est que « les unités de production... sont exploitées collectivement sous la tutelle de l'Etat » ! A ce titre, le Danemark est tout à fait socialiste, sans compter la province italienne de l'Emilie qui vit en plein « socialisme émilien ».

Mais ce n'est pas tout : « *Le Monde* » ajoute (développement significatif !) que « la loi permet désormais la vente du noyau domanial aux coopérateurs, après un délai de cinq ans. Les terres de l'Etat seront en principe réparties de telle sorte qu'elles équilibreront les divers apports fonciers : celui qui a deux hectares recevra huit hectares supplémentaires, celui qui possède déjà neuf hectares ne pourra racheter qu'un seul hectare, etc. » En d'autres termes, l'Etat, après avoir favorisé le développement technique et coopératif de l'agriculture, se retirera, satisfait d'avoir créé un nombre supplémentaire de petits propriétaires fonciers et le socialisme... sera achevé ! Quant aux 5000 grands propriétaires et au nombre non précis mais certainement très élevé de travailleurs agricoles sans terre, le « socialisme tunisien » ne causera aucun dommage aux premiers dont on ne songe nullement à l'expropriation, tandis qu'il rejette purement et simplement les seconds, eux les purs salariés, les prolétaires de la terre !

Si nous considérons enfin l'industrie, « *Le Monde* » nous informe que l'Etat tunisien « contrôle une grande partie de l'industrie, soit directement (industries de base, sidérurgie, cellulose, textiles), soit en association avec des capitaux étrangers ou des capitaux privés tunisiens » et, tout en prenant au sérieux ce socialisme-là, il doit reconnaître que « si on admet avec les théoriciens du Destour que la Tunisie traverse actuellement une phase de transition, et qu'elle se fraie sa voie originale vers le socialisme, il faut reconnaître que les autorités accordent pour l'instant plus d'attention à la transition qu'au but lointain, au risque de le perdre de vue ou de s'égarer en chemin ». Mais, en somme, l'essentiel n'est-il pas de mener à bien le « développement économique » d'un côté et d'endormir les masses par une formule séduisante de l'autre ?

C'est ainsi que Bourguiba est « socialiste » et Khrouchtchev peut fort bien lui envoyer sa très sainte bénédiction du Kremlin, capitale du socialisme « nouvelle vague ».

Ce que fut en réalité le front populaire

Nous disions dans notre précédent article que la psychologie ouvrière est étroitement déterminée par le caractère révolutionnaire ou contre-révolutionnaire de la période historique que l'on considère et que, pour retrouver une phase d'accord total entre cette psychologie et les buts finaux du prolétariat, il fallait remonter jusqu'à la révolution russe et jusqu'à la constitution de la III^e Internationale. Si la victoire d'Octobre 1917 souleva l'enthousiasme général des prolétaires, elle fut cependant bien vite suivie de défaites dont l'influence déprimante atténuait fortement le mouvement d'ardente sympathie qui portait les ouvriers d'Occident vers le communisme. La révolution étant écrasée en Allemagne et dans les Balkans, la Commune hongroise noyée dans le sang, les grandes grèves, en Italie, se soldant par un échec, la combativité du prolétariat international accusa un reflux qui eut pour effet d'isoler le pouvoir des Soviets, d'inciter la bourgeoisie européenne à passer à la contre-offensive et d'amener la III^e Internationale à adopter une dangereuse tactique faite d'expédients et de compromis.

En Russie, dans le bastion du communisme, la transformation socialiste de l'économie — d'une économie fort peu développée et qui de plus était aux trois quarts ruinée par les destructions de la guerre impérialiste, puis de la guerre civile — n'était possible qu'à une condition, maintes fois soulignée par Lénine : la victoire révolutionnaire du prolétariat européen, du prolétariat allemand en particulier. Sans l'extension à l'ouest de la révolution socialiste, la situation du prolétariat russe et de son parti au pouvoir devenait intenable. Face à une paysannerie immense à laquelle la victoire sur le tsarisme et la conquête de l'usufruit du sol conféraient une psychologie conservatrice, les bolcheviks étaient contraints à des concessions de plus en plus importantes qui tournaient le dos à leurs objectifs sociaux. Ils ne pouvaient conserver le pouvoir sans augmenter quantitativement et qualitativement la production : une tâche qui consistait avant tout, dans les conditions de la Russie d'alors, à accumuler du capital. Le niveau des forces productives était tellement bas qu'il exigeait non seulement qu'on tolérât le capitalisme, mais encore qu'on encourageât son développement. C'était là une vérité cruelle, une nécessité dramatique que Lénine, avec sa brutale franchise habituelle, ne manquait jamais de souligner. Mais il attendait avec foi, de jour en jour, puis de mois en mois, l'éclatement de la révolution européenne d'où seul, comme il le répétait également d'une manière inlassable, pouvait venir le salut : le prolétariat au pouvoir dans un pays capitaliste développé aurait pu tout de suite y réaliser les premières mesures socialistes, aider massivement l'économie russe, abréger les terribles étapes de son développement et de sa modernisation économiques et, par là, permettre au parti bolchevik de stopper toutes les concessions qu'il était forcé de faire aux classes non-prolétariennes de l'intérieur, ses ennemies.

Il s'avéra pourtant un jour que la révolution européenne était ajournée pour des années au moins. Il apparut alors aux yeux des plus clairvoyants (et Trotsky, en Russie, fut de ceux-là) que les concessions faites à la production mercantile par le pouvoir des Soviets, lui avait créé, en Russie même, des adversaires qui, pour être cachés, n'en étaient pas moins dangereux. Les capitalistes privés (nepmen), les paysans riches (koulaks), nantis de privilèges économiques patiemment conquis, exerçaient sur l'énorme appareil administratif imposé par l'arrière-pensée du pays une pression sourde dont le but ultime ne pouvait être que le triomphe d'une politique nationale de la Russie, c'est-à-dire une politique de pacotille du gouvernement russe avec les puissances capitalistes, une politique

L'opportunisme de la Troisième Internationale

de renoncement à la révolution communiste internationale. Ces gens-là, aussi peu soucieux du sort du prolétariat européen que du sort du prolétariat russe sur le dos duquel ils vivaient, n'étaient nullement désireux de soutenir, voire de toréler la politique bolchevique de soutien et d'encouragement à la révolte générale des classes exploitées.

Pendant que les plus graves dangers menaçaient le pouvoir des Soviets de l'intérieur, que devenait l'Internationale Communiste, son principal rempart contre les ennemis de l'extérieur ?

Pour les raisons que nous avons indiquées plus haut, dans les pays capitalistes occidentaux, l'influence de la social-démocratie demeurait considérable et faisait obstacle au développement des partis communistes. Comment, dans ces conditions, espérer une action massive du prolétariat européen ? Comment conduire une pareille action si la plus grande partie de la masse ouvrière restait sous le contrôle des socialistes qui la trahissaient ? Le respect scrupuleux de la ligne initiale de l'I.C., et notamment l'intransigeance qu'elle manifestait à l'égard de la social-démocratie paraissait aller contre l'élargissement rapide et

l'accroissement d'influence des partis communistes. Combattre sans faiblesse l'opportunisme des sociaux-démocrates ; gagner à la cause communiste les ouvriers socialistes qui partageaient les illusions entretenues par ces derniers, voilà l'alternative dans laquelle la III^e Internationale se trouvait enfermée.

Elle crut pouvoir surmonter cette contradiction grâce à une stratégie audacieuse de Lénine. Puisque la bourgeoisie déclenchait alors une offensive internationale de grand style contre les conditions de vie et de travail des ouvriers, il fallait savoir utiliser cette circonstance pour démasquer, aux yeux des ouvriers socialistes, l'opportunisme et la lâcheté de leurs chefs. Il s'agissait de proposer aux dirigeants de la Seconde Internationale un front unique contre l'adversaire bourgeois ; de les acculer, en prenant au mot leurs propres revendications, à une lutte où les communistes seraient au premier rang et que, eux, complices déguisés du capital, ne pourraient manquer de désertir et de trahir. Appliquée avec persévérance, cette tactique devait, selon le calcul de Lénine, amener les ouvriers socialistes au communisme. Notons tout de suite que cela

n'avait rien de commun avec « l'unité » que les actuels « communistes » dégénérés proposent à Guy Mollet sur le terrain de la reconquête de la démocratie, de la défense de la patrie et de la grandeur française. Lénine n'entendait pas s'allier avec un parti traître au prolétariat et à la révolution, mais déborder son propre mouvement en déviant, au cours du combat, tout à la fois la traïson des socialistes et le contenu mensonger de leur programme. Mais cette manœuvre, pour géniale qu'elle fut, échoua. Elle supposait une condition capitale qui, précisément, faisait défaut : l'extension et la radicalisation des luttes ouvrières, car c'est seulement dans le succès, et non pas dans la défaite, que les ouvriers prennent conscience de leur voie de classe. Elle exigeait ensuite d'être conduite par de forts partis communistes homogènes et solidement trempés ; or, la plupart d'entre eux — le P.C.F. en particulier — ne virent dans le front unique que le retour aux bonnes vieilles méthodes du socialisme d'avant-guerre. Elle impliquait enfin qu'on sut limiter le front unique aux luttes réelles pour des revendications élémentaires de classe à l'exclusion de toute compromission électorale et parlementaire. Notre courant,

alors à la tête du parti communiste d'Italie, fut le seul à l'appliquer dans l'esprit où il avait été conçu. Il le fit tout en étant en désaccord avec cette tactique, par respect scrupuleux de la discipline communiste internationale, mais non sans en avoir, à plusieurs reprises, montré les dangers.

Ses critiques et ses mises en garde furent malheureusement justifiées. D'un front de défense « à la base » à une coalition électorale « au sommet », de la promesse des socialistes et des communistes dans le front unique à l'intégration dans le P.C. des éléments centristes de la Seconde Internationale, il n'y avait qu'un pas qui fut vite accompli. Rapidement aussi, l'I.C. adopta le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » qui n'était plus la dictature du prolétariat mais un pouvoir parlementaire de coalition.

Entre temps, on avait admis dans l'Internationale Communiste, malgré les « vingt et une conditions », des fractions entières de la social-démocratie comptant les éléments les plus douteux. Par l'opportunisme de sa ligne politique comme par le recrutement inconsideré de réformistes à peine déguisés, l'organisation prolétarienne internationale se désarma contre ses adversaires du dedans et du dehors et se préparait à subir le « tournant » stalinien qui amorçait le cycle aujourd'hui achevé qui a fait de la Russie la deuxième puissance impérialiste et des partis communistes des défenseurs de l'ordre bourgeois à l'instar de leurs compères socialistes.

L'adoption du front unique par l'Internationale Communiste se situe en 1921 et 1922. Dès l'année suivante, les défaites ouvrières sur le terrain de la lutte armée se complètent par les batailles politiques perdues ; l'opportunisme et la confusion se développent dans l'Internationale. En 1923 la révolution allemande est définitivement battue. La mort de Lénine survient en 1924, alors que, terrassé sur son lit de souffrances, il prend douloureusement conscience de l'existence dans le parti et dans l'Etat, d'un rassemblement contre-révolutionnaire de plus en plus puissant. Pas plus que Trotsky qui lui a survécu, Lénine, s'il était resté vivant quelques années encore, n'aurait pu juguler l'expression politique des forces montantes de la société russe, du nationalisme, de la spéculation, de la production mercantile, en un mot de l'âme souterraine de ce capitalisme russe qui, aujourd'hui, se montre enfin à visage découvert. Les forces sociales et économiques de ce capitalisme ne pouvaient triompher du pouvoir prolétarien issu de la Révolution d'Octobre que si le capitalisme mondial triomphait du prolétariat européen. Et Lénine ne se lassait pas de dire que sans la victoire de la révolution allemande le communisme ne pouvait triompher en Russie. Ce qu'il n'avait probablement pas prévu, bien que notre courant ait prophétiquement annoncé le risque dans les congrès de l'Internationale, c'était la forme que prendrait la contre-révolution. Non pas une intervention armée de l'impérialisme, mais la capitulation honteuse de toute la III^e Internationale, et un retour à l'idéologie de la Social-démocratie qui constitue encore aujourd'hui le fondement de tous les faux communismes actuels, de celui de Khrouchtchev, comme de celui de Mao Tsé-toung ou de Tito.

Avec le recul, il est possible d'éclaircir, jusque dans leur détail, les étapes politiques qui transformèrent l'opportunisme de la III^e Internationale en trahison des intérêts immédiats et historiques du prolétariat. Nous nous sommes limités ici à n'en donner que la trame la plus squelettique, mais dont l'évocation était pourtant indispensable à la démonstration qui est le propos de cette série d'articles, à savoir que le Front Populaire, célébré encore aujourd'hui comme « l'âge d'or » des conquêtes ouvrières, n'est qu'une étape — mais non la moins ignominieuse — de cette trahison.

(A suivre)

Frontières nationales et économie de marché

(Suite de la 1^{re} page)

valent ces revendications territoriales ? Réduite à la portion congrue dans le faux « système socialiste », la Chine est obligée de quémander au Japon, en Europe et demain en Amérique, les capitaux indispensables pour extorquer au prolétariat chinois les plus-values de l'industrialisation. Et que peut-elle offrir en échange ? Des promesses, des reconnaissances de dettes, des accords de souveraineté bourgeoise qui donneront demain aux généraux de tous les pays, lorsque leur heure aura sonné, le prétexte pour déclencher une nouvelle tuerie mondiale. Quoi qu'en dise Khrouchtchev, dans la vieille tradition des bonimenteurs nationalistes, ce n'est pas pour ces querelles de frontières qu'éclatera la guerre. C'est parce qu'en Chine comme au Japon, en Russie comme en Amérique, la gigantesque accumulation du capital aura créé les conditions d'une crise dont la seule issue pour la bourgeoisie sera la destruction généralisée des forces productives et des moyens de production.

L'ennemi n'est pas aux frontières, il est dans les fondements de l'économie bourgeoise. Mais les notions de « patrie », de « droits des peuples » et d'« intérêt national » sont inévitablement la couverture idéologique d'un mode de production capitaliste. Un système d'Etats nationaux évoluant isolément, comme les atomes dans la représentation rationaliste de l'univers, ne peut être un « système socialiste ». De même, aucun succès productif n'a pu masquer le fait que ce n'est pas le « socialisme » qu'on a bâti en URSS, mais la domination du Capital. Cette réalité s'est imposée aux idéologues les plus bornés du « socialisme » russe. Ainsi Staline avoua-t-il que

tout un secteur de l'économie soviétique se consacrait à la production de marchandises. Depuis, les aveux se sont succédés. Comme nous le signalons par ailleurs, toutes les catégories de l'économie politique bourgeoise ont servi à définir le « socialisme » russe, cependant que les réformes khrouchtchéviennes accusaient toujours plus la poussée anarchique d'une économie de marché.

Nous réservant de revenir sur ces questions dans un prochain numéro, nous n'évoquerons ici que la dernière en date des discussions soulevées par les économistes distingués et les chefs d'entreprises. Il s'agit de la tribune ouverte par l'Académie Trapeznikov dans *La Pravda* du 17 août 1964 sur les méthodes de planification et les critères d'activité économique. Comme de juste, Trapeznikov déclare vouloir concilier les « intérêts particuliers » avec l'« intérêt général ». « Il faut, dit-il, que les intérêts économiques de l'entreprise coïncident avec les intérêts de l'économie nationale ». Or, ces intérêts sont très souvent contradictoires. Trapeznikov nous explique pourquoi : les primes octroyées aux directeurs d'entreprises ne sont calculées que sur le dépassement des objectifs du plan exprimés en quantités physiques. L'intérêt du directeur est donc de dissimuler les capacités de production de son entreprise pour réaliser facilement les objectifs fixés, d'accumuler des stocks pour éviter les à-coups, de négliger la modernisation de son équipement et la variété de ses produits pour ne pas freiner le plan de production. En conséquence, les capitaux se « gèlent », les stocks s'accumulent, le marché est encombré d'objets invendables et de mauvaise qualité. Autrement dit, la circulation du capital n'est pas aussi rapide qu'il serait souhaitable. Libermann, en 1962, nous avait

déjà brossé ce tableau de l'économie russe.

Quels sont les « remèdes » proposés ? Tout comme Libermann, Trapeznikov envisage d'établir les plans par entreprise et selon la demande. Il met le profit d'entreprise par rouble investi à la base du système des primes aux dirigeants. Enfin, il préconise la liberté des prix pour encourager une production de qualité. Que veut-on de plus ? Les « managers » russes réclamaient plus d'autonomie pour leurs entreprises ? Ils l'ont obtenue. La production de chacune de ces unités économiques est-elle anarchique, mal coordonnée avec les « intérêts de la Nation » ? Qu'à cela ne tienne ! Le marché, le profit, les prix régleront tous les mécanismes de l'économie. Non plus le plan, la détermination autoritaire des quantités physiques de biens utiles.

Pauvre Khrouchtchev ! Il a promis à ses électeurs une société de Bien-Être et d'Abondance, bourrée de frigidaïres, de transistors et autres merveilles de la Civilisation. Et voici que ses commanditaires, ses capitaines d'industrie chantent les gloires d'une ère du Profit. Cette contradiction est peut-être l'aveu le plus cinglant. Que lisons-nous, en effet, à la première page du « Capital » de K. Marx ? Que la société bourgeoise ne produit pas pour la satisfaction des besoins humains, mais pour le profit. Qu'elle ne s'intéresse pas aux valeurs d'usage, mais aux valeurs d'échange. Et cette société productrice de valeurs d'échange ne peut reposer que sur la division du travail, la division entre Etats, l'autonomie des entreprises et l'égoïsme des individus. Contradictions que ne pourront jamais résoudre ni les économistes, ni les diplomates, ni les moralistes et auxquelles seules mettront fin la lutte de classe et la dictature du prolétariat.

LETTRE DE BELGIQUE

Une fois de plus le parti "Socialiste" Belge soutient l'impérialisme

Bruxelles, septembre 1964. comparaison ne va pas plus loin:

Au début de septembre, le parti "socialiste" belge commémorera le centième anniversaire de la fondation de la Première Internationale à grand renfort d'articles et de discours mensongers, de cortèges pacifistes, de timbres-poste spéciaux (mais oui!), d'émissions à la radio et à la télévision; les laquais "socialistes" du capital, tels Guy Mollet, Willy Brandt, Lange, Lord Attlee et autres ministres, anciens ou futurs ministres d'Etats capitalistes venaient à Bruxelles rejoindre leurs complices belges, Collard, Major, Huysmans, Spinoy, Vermeyle, Larock et autres sinistres célébrités social-démocratiques. Ensemble ils essayaient, avec l'aide de la presse bourgeoise, de faire croire que leur simili-Internationale, leur Internationale de traitres, ce cadavre puant, ne se différencie pas de la Première, la seule qui n'ait pas trahi.

Dans le même temps, M. Spaak l'ex-révolutionnaire, l'un des plus beaux fleurons à la fois du parti soi-disant socialiste, du gouvernement de Sa Majesté Beaudouin-le-Catholique et du "monde libre", jouait dans la tragédie congolaise un rôle comparable à celui que Noske, "socialiste" lui aussi, a joué en janvier 1919 en écrasant l'insurrection du prolétariat allemand et en faisant assassiner Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht par des éléments réactionnaires de l'armée. (Certes la

Mulele et Soumialot ne peuvent être mis en parallèle avec ces deux héroïques militants de notre classe, ni le Comité National de Libération congolais avec la Ligue Spartacus, avant-garde ouvrière allemande à la fin de la première guerre impérialiste).

Noske, du moins, avait le mérite d'entrer en lice le visage découvert: « L'un de nous doit être le chien sanglant. Je ne recule pas devant la responsabilité », avait-il déclaré à ses complices « socialistes » au gouvernement, Scheidemann et Ebert. Aujourd'hui Spaak, le chien couchant, aide Tschombé d'une façon jésuitique à mater la révolte des masses congolaises et ainsi à sauvegarder les intérêts du capitalisme belge et américain actuels et futurs (futurs: le barrage d'Inga entre autres).

Sous le couvert de l'accord d'assistance technique conclu avec le gouvernement Adoula, l'Etat belge envoie au Congo des militaires qui, affirme-t-il, ne sont rien de plus que des conseillers, non-belligérants (officiellement il y avait là-bas 80 officiers et 120 aviateurs, tous volontaires, au début du mois d'août). Est-il possible d'être plus bêtement jésuitique? Il n'est pas nécessaire d'être diplômé de l'Ecole militaire pour savoir que dans une armée en campagne les instructeurs des centres de formation et les services d'intendance chargés d'organiser le transport des troupes, du matériel, des approvisionnements et des munitions ont

autant d'importance que les unités combattantes qui, sans eux, seraient impuissantes. On peut donc affirmer que le gouvernement belge avec ses neufs ministres socialistes prend part directement à l'intervention impérialiste pour rétablir l'ordre bourgeois au Congo, qu'il aide activement la bourgeoisie congolaise à ériger un Etat capitaliste moderne, c'est-à-dire de forme démocratique et au contenu fasciste.

Mais la clique gouvernementale ment encore en assurant que les prétendus conseillers techniques non-belligérants sont tous des volontaires. En effet "Le Soir" du 5 septembre révèle que « s'il était possible, à la rigueur, que dans la trentaine d'hommes que comptait le premier contingent, il y ait eu cinq ou six "volontaires", dans l'acceptation usuelle de ce terme, cette fois il n'y en aurait rigoureusement aucun... » (Précisons que "Le Soir" est un des trois quotidiens belges qui dépassent de loin les autres par l'importance de leur tirage; il s'affirme "neutre", ce qui l'amène à toujours soutenir le gouvernement quelle qu'en soit la couleur). Il est vrai qu'en ce qui concerne les officiers, le même journal nous apprenait, le 12 août, que « les conditions matérielles faites par la Belgique aux candidats au départ n'avaient créé qu'un enthousiasme très relatif dans l'armée belge ». Les mercenaires, dont à tour de rôle Tschombé et le général Mobutu annoncent, depuis la fin du mois d'août, le renvoi hors des frontières du Congo, ces tueurs à gages, eux, vendent leur enthousiasme à raison de 14.000 à 28.000 frs belges par mois — suivant la spécialité sans doute — sans compter les primes, les diverses allocations et indemnités. C'est à vous dégoûter d'être à la fois officier belge et défenseur enthousiaste de la civilisation chrétienne!

Pour écraser ceux qui ont l'honneur d'être appelés les rebelles par les impérialistes, Spaak l'humanitaire s'est associé à Tschombé, l'ancien chef de la sécession katangaise, qui, il n'y a guère, était traité de menteur, de faux-monnayeur et d'assassin par son actuel acolyte Kasavubu en qui il fallait voir, répliquait-il, le plus méprisable aventurier que la terre africaine ait jamais porté; l'équipe est complétée par le premier ministre Verwoerd, le bourreau des prolétaires noirs de l'Afrique du Sud, le grand maître du racisme — lequel vingt ans après la "Libération" et la défaite de l'hitlérisme, étend sa gangrène dans tous les pays.

Toutefois la responsabilité de cette immonde politique de défense des impérialistes n'est pas imputable à Spaak seul, mais à tous les chefs socialistes; elle est la conséquence logique de leur programme et elle montre, une fois de plus, que le parti pseudo-socialiste est un agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat.

La gauche et les jeunes gardes socialistes qui militent au sein de ce parti retardent la prise de conscience des prolétaires en entretenant les illusions qu'un trop grand nombre de ceux-ci nourrissent encore. Ils le font quels que soient leur courage et leur abnégation, tels ces jeunes socialistes qui, au cours du défilé du 6 septembre dont nous avons parlé au début, se sont fait matraquer par la police que le service d'ordre "socialiste" avait alertée contre eux parce qu'ils portaient des calicots dénonçant les crimes de Tschombé.

Le prolétariat ne renouera en tant que classe qu'en construisant son parti communiste révolutionnaire, seul gage de sa victoire dans les luttes qui surgiront demain. Cette tâche, ardue mais grandiose, doit commencer par la rupture radicale avec tous les opportunistes et par le retour au marxisme orthodoxe. Voilà le premier pas à faire, hors de là pas de salut.

Division des classes unité du prolétariat

(Suite de la 1er page)

"naturelle" de l'économie capitaliste: les prolétaires d'une nation sont enchaînés à "leur" capital national, les prolétaires d'une région (St-Nazaire par exemple) doivent s'occuper du développement de "leur" industrie, les esclaves salariés d'une usine doivent veiller au salut de "leur" usine! Prêchant l'union entre les classes, ils introduisent, au sein du prolétariat, l'anarchie et la concurrence de la production capitaliste. Cela va si loin que devant chez Chausson un brave cégétiste a "reproché" à nos camarades de « ne pas être de l'usine »! « Chaque ouvrier enfermé dans son atelier », n'est-ce pas le rêve des patrons et des corporations fascistes? Eh bien! ce rêve, la CGT, dirigée par le PCF, le réalise!

Bien entendu, les revendications et parodies de luttes prônées par ces larbins du capital visent, elles aussi, à diviser toujours plus le prolétariat: revendication divisée à l'infini par catégories, sous-catégories, échelons, sous-échelons, primes et sous-primes; grèves fractionnées à l'infini par localités, branches, usines et ateliers, éparpillées par 24 h., 2 h., heure ou demi-heure! Voilà à quoi tend le travail de ces champions de l'"Unité": diviser le prolétariat jusqu'à ce que chaque ouvrier se trouve seul, désarmé et impuissant, face au capital.

Contre cette division-là, nous, Communistes, luttons de toutes nos forces. Dans le conflit permanent entre Capital et Travail, il n'y a que deux possibilités:

— Ou bien les ouvriers se soumettent aux exigences de l'expansion capitaliste; cela veut dire obligatoirement qu'ils abandonnent une partie toujours plus grande du produit de leur travail au capital. Tous les discours sur « les réalisations sociales » ne sont alors que pure démagogie.

— Ou bien les ouvriers essaient réellement d'arracher au capital une part plus grande du produit de leur travail. Alors, ils doivent obligatoirement se faire des intérêts, de la prospérité et du développement de "leur" usine, de "leur" cité et de "leur" nation; et ils doivent aussi savoir qu'ils ne peuvent obtenir une amélioration réelle de leur sort que par la lutte, lutte dans laquelle ils n'ont de force que s'ils se battent, unis, pour des objectifs unitaires. Rappelons ces vérités élémentaires aux ouvriers, voilà ce que les garde-chiourme de l'exploitation capitaliste appellent "agiter la phrase révolutionnaire"!

Et certes, nous ne nous cachons pas d'être révolutionnaires, bien au contraire! Nous savons très bien, et disons franchement aux ouvriers qu'aucune amélioration durable de leur sort ne peut être obtenue dans

le cadre de l'économie capitaliste, que rien n'est aussi dérisoire que les "garanties" demandées à l'Etat bourgeois. Mais nous savons aussi que dans ces luttes quotidiennes pour le pain quotidien se forge l'unité du prolétariat.

La tâche du Parti Communiste porteur international de la doctrine révolutionnaire et de l'expérience historique, c'est précisément de dénoncer inlassablement la pourriture des partis et directions syndicales passés à l'ennemi de classe; d'opposer inlassablement à leurs mots d'ordre diviseurs les revendications unitaires (augmentation de salaires uniforme, réduction générale des heures de travail, ce qui veut dire d'abord refus des heures supplémentaires aux temps de prospérité) et les méthodes de lutte frontale et unitaire (grève générale illimitée). Alors ces luttes conduiront, non pas à la démolition et à la soumission, mais à la mobilisation de classe du prolétariat, à la préparation de l'assaut révolutionnaire contre la domination bourgeoise.

La révolution communiste n'est certes pas pour aujourd'hui; il faudra des luttes longues et dures pour que le prolétariat sorte de la décomposition où l'a plongé la trahison des pseudo-communistes. Mais il est d'autant plus nécessaire que le véritable Parti Communiste défende d'une façon absolument intransigeante et claire sa doctrine et ses positions révolutionnaires. Cette lourde tâche repose aujourd'hui sur les épaules d'un petit nombre de militants. C'est d'eux d'ailleurs que « vient l'argent », puisqu'il y a des gens que cela intéresse (ceux-là mêmes qui mentent sans vergogne les subsides de l'Etat capitaliste, n'est-ce pas, M. Frachon?). Les bourgeois se sont toujours étonnés et indignés, Marx le notait déjà il y a plus d'un siècle, de ce que des ouvriers préfèrent consacrer à l'action révolutionnaire les sous qu'ils peuvent économiser plutôt qu'à l'achat de rhum (ou de tété), trouvant même dans cette action les plus hautes satisfactions. Mais la tâche est immense, et nos forces bien faibles face à l'énorme appareil de propagande de la bourgeoisie et de ses agents. Il faut que tous les prolétaires que la réalité de l'oppression et la lutte poussent à la prise de conscience rejoignent nos rangs et qu'ils diffusent notre presse, défendent nos positions. Alors, brisant le chœur ignoble de l'Union Sacrée, le vieux cri du Manifeste Communiste fera trembler tous les larbins du Capital:

LES PROLETAIRES N'ONT PAS DE PATRIE!

LES PROLETAIRES N'ONT PAS D'USINE!

LES PROLETAIRES N'ONT QUE LEURS CHAINES A PERDRE ET UN MONDE A GAGNER!

LA LEÇON DES LICENCIEMENTS

(Suite de la première page)

Eh bien non! Ce n'est là que le retour aux formes les plus abjectes et les plus ignobles de l'écrasement du salariat par le Capital. Ce n'est là que le fruit d'une défaite sans précédent du prolétariat. Ce n'est là que la conséquence inévitable de la marche aveugle du capitalisme, de ce capitalisme qui, presque à l'improviste, vient révéler son vrai visage de crise, d'effondrement concurrentielle, de chômage et de ruine de la force de travail. Mais si ce capitalisme est ainsi contraint de dévoiler sa face réelle de contradictions et de misères, c'est donc qu'il n'est nullement "rénové, amélioré, démocratisé", comme l'ont prétendu ses complices au sein des ouvriers, c'est qu'il est toujours le même, toujours aussi avide d'expansion anarchique, toujours aussi assoiffé de sueur prolétarienne, toujours aussi incapable d'assurer à ses victimes, même la simple sécurité de la condition sordide qu'il leur fait. C'est donc que la tâche essentielle des ouvriers est de se préparer collectivement à l'abattre. C'est que ce qui est primordial pour eux, c'est de s'attaquer à cette jungle de concurrence et de destruction de la solidarité ouvrière que constituent les conditions actuelles de rétribution, telle qu'elles sont acceptées par les syndicats. Ce qui est primordial en un mot, c'est, pour pouvoir un jour détruire la réalité capitaliste, rejeter tous les mensonges qui en cachent la hideur, et, en particulier, le grand mensonge réformiste et démocratique sur la possibilité d'améliorer les rigueurs d'un système dont les ouvriers de La Seyne, en attendant les autres, font aujourd'hui les frais.

Voilà, camarades ouvriers, la leçon qu'il faut tirer des événements de La Seyne comme d'ailleurs. Voilà la leçon qu'il faut retenir, non pas seulement pour le moment où réductions d'horaire et chômage tomberont sur le dos d'autres catégories, mais dès aujourd'hui, tout de suite, alors que le plein emploi paraît garanti et que les heures supplémentaires vont leur train d'enfer, alors que les syndicalistes de collaboration de classe, les socialistes corrompus et les "communistes" dégénérés vous disent et répètent que, pour que tout aille mieux, il suffit de changer la Constitution, alors qu'ils vous anesthésient par la politique des catégories rivales, alors qu'ils lassent votre combativité par des "grèves" ridicules, vous orientent vers les urnes électorales et non vers la solidarité combattante, vous bercent avec les illusions sur la paix au lieu de vous grouper et de vous unir pour la révolution qui abolira le salariat et toutes ses conséquences meurtrières.

Tâche impossible, direz-vous? Non pas; tâche encore éloignée seulement et qui doit se préparer longtemps à l'avance. Un moment viendra où la crise frappera la masse toute entière des salariés. A ce moment-là, il ne s'agira pas de comprendre, mais d'agir. Le prolétariat agira d'autant mieux que nombreux en son sein seront ceux qui auront compris avant.

Souscription permanente (1964)

LISTE N° 5 : Un retraité P. et T., 10; une femme de ménage, 5; Réunion à Marseille, 15, 50; Viriato, 50; Ferreira, 100; Soutien Robert B., 10; Soutien Gisleno, 11; Pour le Prolétaire, 10; Pour la Presse, 4,60; Lucien, 3, 26; Vive le Prolétaire, 5; Inconnu, 1; Appoint, 0, 72; Salut à André, provisoirement soldat, 10; Christian, 2; Oscar, 2; Benjamin, 2; Jacques, 1; Christian II, 1; Romain, 1; Larbi, 1; Piccino, 2; Pierre, 2; Russo, 2; Rose, 2; Suzanne, 2; Vive la révolution prolétarienne, 10; Réunion, 10; Roland, 1; Vive la lutte de classe, 10; Albert, 18; Emile, 2; Turi, 1; Marie, 1; X..., 1; Paul, 2; Michel, 1; Roger, 6; Jacques II, 3; Jean, 2; Ernest, 5; Salut à la Hollande, 6; Do Tural, 136; Monique, 6; Paul Salue Marie, 10; Paolo, 15; Dijon, 1.

Total liste N° 5 502,58 F
Total précédent 3.695,96 F
Total général 4.198,54 F

Directeur - Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépot légal 28794, déc. 63, Paris

Distribué par les N.M.P.P.